Reportage : le chant d'El kzabri séduit le tout Casa

HEBDOMADAIRE

le journal

75 DH-2 euros - n°180 du 30 octobre au 4 novembre 2004 www.lejournal-hebdo.com

QUE VEULENT LES BERBERES?

Guerre de tranchées à 2M

Le mouvement amazigh est entré dans une épreuve de force avec l'Etat marocain. Les Berbères se radicalisent. Radioscopie d'un mouvement aux idées novatrices

1114 3576

décryptage

La laïcité, la régionalisation, l'égalité entre les lang

Les revendications culturelles et linguistiques n'auron

ues sont les axes principaux de la lutte du mouvement amazigh

Que veulent les Berbères ?

Le mouvement amazigh est entré dans une épreuve de force avec l'Etat marocain. Déçus par l'attitude du régime, les Berbères se radicalisent. Radioscopie d'un mouvement aux idées novatrices.

PAR YOUNÈS ALAMI, OMAR BROUKSY & NADIA HACHIMI ALAOUI

Le mouvement amazigh a-t-il été anesthésié par le régime ? La lune de miel engagée avec le Palais depuis l'avènement de Mohammed VI est-elle consommée ? Il semblerait bien que les relations ne soient plus au beau fixe entre un mouvement, laminé par l'Etat depuis 3 ans, et le Palais . Depuis quelques semaines, la diffusion d'un texte proposant une révision du texte constitutionnel et paraphé par plusieurs centaines d'associations nationales et celles de la diaspora sonne comme la consécration d'un divorce attendu. Le régime a toujours une attitude teintée de méfiance à l'égard d'un mouvement qui a su profiter du contexte international pour se renforcer. Depuis Hassan II, l'Etat a une attitude réactive liée essentiellement à l'attitude du pouvoir algérien avec «ses Berbères». Les Amazighs du Maroc n'ont pu exprimer leurs revendications de manière formelle que depuis une dizaine d'années. A partir du début des années 90, le mouvement berbère gagnera en lisibilité de manière croissante jusqu'à ce texte de révision engageant la rupture. Auparavant, le Roi Hassan II, qui se méfiait des Berbères, ne faisait des concessions que contraint et forcé....

DR

LE PÉCHE ORIGINEL

«*Derrière les coups d'Etat de 71 et 72, la présence des Berbères est indiscutable*». Cette phrase résume le sentiment régnant du Palais au début des années 70 vis-à-vis des Amazighs. Une appréhension reposant essentiellement sur la présence massive des Berbéres dans le corps de l'armée, sur l'origine ethnique des principaux mutins, et sur l'afflux massif de militants soussis au sein de l'UNFP. Cette lecture ethnocentriste, quelque peu simpliste, conduira au recentrage de la politique identitaire du Maroc qui optera pour une «vision» arabe plus prononcée entre 1972 et 1974. Ceci se traduira aussi par une «purge» dans les rangs de l'administration.

Concomitamment à cette option, le régime réagira de manière réactive aux circonvolutions berbères dans le Maghreb. Les événements de Tizi Ouzou en Algérie en 1980, qui constituent ce que les historiens qualifieront de «*Printemps berbère*», seront suivis d'un regain de tension entre le Maroc et l'Algérie. Le Roi Hassan II ré- •••

aucune chance d'aboutir sans une réforme constitutionnelle.

AFP

Quand l'Algérie tousse, le Maroc éternue. Une assertion qui se vérifie pour l'amazighité.

AFP

La jeunesse militante amazigh se raccroche à des signes forts de son identité. Une identité qui commence à être visible et lisible depuis moins d'une décennie.

••• agira immédiatement en organisant un colloque à Ifrane sur la berbérité au Maroc qui abordera pour la première fois la possibilité d'enseigner le tamazight au Maroc. Des effets d'annonce sans lendemain. L'année suivante, le poète Ali Azeykou, dit «Dda Ali», exigera dans un article «*une approche démocratique de notre culture et une réécriture plus juste de l'histoire du Maroc*». Emprisonné pendant un an pour cette phrase jugée attentatoire à la sécurité de l'Etat, le premier prisonnier d'opinion berbère engagera le mouvement berbère (le Mouvement berbère doit être entendu comme l'ensemble des faits qui s'inscrivent dans une démarche tendant à la reconnaissance par les autorités marocaines de la chose berbère) auto-cantonné jusque-là dans une diffusion de la culture, vers un engagement politique plus clair. La berbérité entrera alors en dissidence et les partis du mouvement national profiteront de la situation pour régler de vieux conflits.

LE MOUVEMENT ENTRE EN HIBERNATION

Au Palais, Abdelwahab Ben Mansour soutiendra cette croisade avec la complicité sécuritaire d'un Dlimi qui fera preuve d'un zèle soutenu. Les arrestations se succèdent. Jusqu'en 1988, le mouvement entrera dans une hibernation contrôlée et certaines de ses figures sont volontairement marginalisées. Le chercheur Mohamed Chafiq, l'une des figures de proue du mouvement sera limogé du Collège royal, où il prenait en charge l'éducation du futur Roi du Maroc et de ses principaux conseillers. Pendant cette période, même la production intellectuelle, base de repli du mouvement, sera extrêmement limitée si l'on excepte le dictionnaire arabe-berbère de Chafiq ou la pièce de théâtre «*Oussen Samidden*» (les jours froids) de Safi Moumen. L'Etat marocain est alors au faîte de sa puissance. Le panarabisme baathien, qui trouve une écoute confortable au sein de l'USFP et l'Istiqlal, place au firmament «*l'arabité unificatrice des Marocains*». Les mouvances populaires (voir encadré) continuent d'être des conglomérats de notables qui n'assument pas la revendication amazighe. Ces corporations chargées de fabriquer des élites politiques ne seront d'aucun soutien pour le mouvement.

L'INFLUENCE DU CONTEXTE INTERNATIONAL

Il faudra encore une fois attendre des événements internationaux pour que le mouvement amazigh retrouve un second souffle. Plus précisément la troisième vague de démocratisation en Europe de l'Est. Les revendications, les reconnaissances des diversités, culturelles en Hongrie, Tchéquoslovaquie et bientôt en URSS trouveront un écho considérable dans le Maghreb. Le régime est obligé de lâcher du lest et le mouvement associatif culturel amazigh connaîtra alors un essor considérable. Un développement fulgurant couronné en 1991 par la charte d'Agadir. Six associations de la mouvance rendront public ce texte qui réclame la reconnaissance des langue et culture amazighes. Le train est lancé et le cahier revendicatif ira cres- •••

ENTRETIEN BENJAMIN STORA, ■ Historien

Les «Bérberistes» suspects

DR

■ **Les revendications des Berbères au Maroc et en Algérie sont-elles les mêmes ?**
Elles sont différentes. En Algérie, elles ont été d'abord politiques. C'était avant tout une remise en cause du pouvoir, notamment lors du Printemps berbère en 80. La revendication berbériste qui appelait à la pluralité consistait à demander la fin du système unique. Nous n'étions pas dans une revendication culturelle, celle-ci n'est apparue que dix ans plus tard. Au Maroc, la revendication amazighe est bien plus ancienne. Elle est avant tout culturelle. Et cela aussi parce que dans l'histoire marocaine, la revendication politique est suspecte. Depuis le Dahir berbère de 1930, la berbérité est vue d'un mauvais oeil car elle pouvait briser le mouvement national.

■ **Pourtant, la réaction de l'Etat marocain s'est toujours faite en fonction des événements en Kabylie...**
Il y a une interaction entre les deux pays, et c'est bien la preuve que le Maghreb existe. Quand il y a eu le Printemps berbère, il y a eu un intérêt des autorités marocaines pour que cela ne se produise pas chez eux. En Algérie, les revendications sont beaucoup plus spectaculaires, sans compter le nombre de morts. Même si l'on est très loin de cela au Maroc, l'apparition d'associations culturelles très fortes ne peut laisser indifférent. Avant, la berbérité se discutait dans des cercles érudits, arabisants, aujourd'hui, elle a débordé de ces cercles. Pour canaliser cela, l'Etat a donc cherché à institutionnaliser la question berbère avec la création de l'IRCAM. ■

••• cendo. Deux ans plus tard, en 1993, des associations amazighes rendent public un mémorandum à travers lequel elles soulignent «*la politique d'assimilation forcée pratiquée à l'égard des Imazighen ainsi que leurs identité, culture et langue*». C'était à l'occasion de la Conférence Internationale sur les Droits de l'Homme tenue à Genève. Mais le point d'inclinaison dans la radicalité aura sans conteste pour cadre la ville de Goulmima en 1994. Sept militants de l'association Tilelli (Liberté) sont arrêtés. Ils défilaient le 1er mai avec des banderoles écrites en tifinagh (écriture berbère) et demandaient l'enseignement de tamazight (langue berbère). Cet acte va être considéré par les autorités comme une atteinte aux valeurs de l'Etat ainsi qu'à l'ordre public. Ils devaient en effet répondre des chefs d'inculpation suivants : «*atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat*», «*incitation au dépassement des institutions*» et «*atteinte à la Constitution*». Le 9 mai 1994, ils sont présentés devant la Cour d'Errachida. Le collectif de 74 avocats qui s'est spontanément formé demande leur libération sous caution. La demande est refusée, le procès reporté au 17 mai 1994. Les sept détenus entament avec succès une grève de la faim afin que leur soit accordé le statut de prisonniers politiques. Durant l'instance, les détenus refusent catégoriquement de s'exprimer en arabe. Le verdict, prononcé le 27 mai, est lourd. Il suscite une grande mobilisation à travers le Maroc, mais aussi en France et en Kabylie. Les associations rassemblées autour d'une structure de coordination appelée Conseil national de coordination (CNC) feront pression sur le régime qui les libérera le 3 juillet (amnistiés par la grâce royale). Le journal "Al ittihad al Ichtiraki", hostile à la berbérité se fendra alors, d'un éditorial accusateur assimilant ces événements à la manifestation de Tan-Tan en 1971 qui accouchera du Polisario.

PREMIÈRES CONCESSIONS DE HASSAN II

Le Roi se veut plus conciliant et, lors du discours du 20 août de la même année (commémorant la révolution du Roi et du peuple), il annoncera que la berbérité fait partie intégrante de notre culture, mais ajoutera que ce qui rassemble les Marocains, c'est «loughatou dad» (l'arabe). Il confirmait de manière formelle le rapport hiérarchique entre les deux langues. L'année suivante, la TVM diffusera les premiers journaux télévisés en amazigh, mais pour les militants, ces signes annonciateurs d'espoir ne seront que des effets de manche du Pouvoir. Il faut dire que le contexte algérien y était pour beaucoup. En France, le mouvement kabyle lobbyait ardemment pour obliger le pouvoir algérien à accéder à ses demandes et rencontrait beaucoup de sympathies dans les médias et groupes de pression. Hassan II, qui avait un œil rivé sur les Amazighs du Maroc, l'autre rivé sur les circonvolutions des Kabyles en Algérie cherchait comme à son habitude à gagner du temps. Et ce, d'autant plus que le mouvement devient structurellement transnational. Le Premier congrès mondial amazigh tenu en octobre 95 en France(dans la petite localité de Saint Rome de Dolan) connaîtra la représentation de délégués marocains, lybiens, algériens, nigériens). Un congrès dont la sémantique fait peur aux partis marocains pétris de panarabisme. L'utilisation des mots, «congrès», «diaspora» résonne négativement dans des imaginaires traumatisés par le congrès de •••

MOUVEMENT POPULAIRE Mécanismes d'une cooptation réussie

KS

La création du Mouvement populaire en 1957 par Abdelkrim Khatib et Mahjoubi Aherdane répond à toute une série de besoins, de calculs politiques et d'ambitions. Ces motivations, tant conjoncturelles que profondes, émanent de plusieurs forces et secteurs : sociaux, culturels, politiques et étatiques avec les acteurs suivants :

1- Les milieux nationalistes anti-Istiqlal. Ces milieux proviennent essentiellement de deux origines différentes. Il y a tout d'abord des membres du Makhzen au sens strict du terme : caïds, pachas et autres hauts fonctionnaires qui s'accommodaient fort bien de la présence française au Maroc et n'ont jamais fait preuve d'engagement nationaliste connu. Mais ils refusent de suivre la Résidence générale, les colons et Paris quand ceux-ci décident de s'en prendre à Mohammed Benyoussef en le déposant le 20 août 1953. Nombre d'entre eux sont des gens proches de Benyoussef, voire des amis personnels du Sultan. Beaucoup d'entre eux démissionnent de leur poste officiel pour protester contre le coup de force makhzéno-colonialiste. On peut citer le caïd d'Oulmès Mahjoubi Aherdane, le pacha de Séfrou Mbarek Lahbil Elbekkaï ainsi que le caïd Lahcen Lyoussi. Leur rejet de l'Istiqlal trouve son origine, du moins partiellement, dans les divisions et les hésitations du leadership de celui-ci à l'égard de l'action armée.

2- Les berbéristes anti-fassis. L'une des figures de proue de ceux que nous appelons ici, par commodité, les berbéristes anti-fassis est le grand résistant casablancais Brahim Roudani. Il faudrait rappeler à ce propos que celui-ci possédait dans les années cinquante une grande fabrique de produits nettoyants dont le directeur n'était autre que le célèbre Abbès Lamsaâdi qui, tout «naturellement», finit par adhérer au groupe. et aux idées de son patron. Une fois dans le Rif où il dirige une fraction importante de l'Armée de Libération il mène publiquement campagne contre l'Istiqlal et les originaires de Fès. Ainsi, dès son infiltration dans la zone nord il proteste énergiquement contre le fait qu'il y ait «*un Fassi à Tétouan, un Fassi à Madrid et encore un Fassi au Caire !*». Il faisait, bien entendu, respectivement allusion aux rôles centraux que jouaient dans ces capitales El-Ghali Liraki, Abdelkébir el-Fassi et Allal El-Fassi. Les relations entre ce groupe et l'Istiqlal deviennent encore plus franchement hostiles suite à l'assassinat de Lamsaâdi fin juin 1956. Quand le Mouvement Populaire est mis sur pied, une année plus tard, beaucoup d'amis et de sympathisants de Lamsaâdi y adhèrent en masse. Il reste que les causes profondes de cette hostilité sont d'ordre culturel et ethnique et il n'y a pas lieu de les développer dans ce bref aperçu.

3- Le Palais. L'intérêt du Palais à voir se multiplier les organisations politiques hostiles à l'Istiqlal est on ne peut plus évident. Il faudrait rappeler que le Roi Mohammed V n'hésite pas à recevoir, à son retour d'exil, les dirigeants du Parti Communiste Marocain, groupe rival de l'Istiqlal. On peut dire que le Mouvement de Khatib-Aherdane est le premier parti administratif même si ceux qui seront créés plus tard seront beaucoup plus artificiels que le M.P. De fait, certains dirigeants de ce parti font preuve, dès les années soixante et de temps en temps, d'une véritable volonté d'autonomie vis-à-vis du Palais. Ce serait là l'une des causes des divisions successives qui marqueront l'histoire mouvementée de l'organisation berbérisante. ■

MAÂTI MOUNJIB
Historien

••• Bâle (initié par Hertzl, fondateur du sionisme). Le journaliste Ahmed Bahi (d'origine mauritanienne, il choisira d'être marocain. Il fut même pressenti pour être président de la RASD) couvrira ce congrès de manière remarquable dans un numéro «d'al Ittihad al Ichtiraki». L'article suivant sera censuré par les dirigeants du journal qui craignent de participer à la diffusion d'un mouvement aux velléités séparatistes.

LES CONNEXIONS AVEC LE PALAIS

Un mouvement qui rayonne dans le milieu associatif, mais qui tarde à trouver un interlocuteur dans l'Etat pour «vulgariser» ses idées et rassurer le régime. C'est un jeune chercheur proche du prince héritier Sidi Mohammed qui leur tendra la perche. Hassan Aourid a fait ses études au Collège royal avec le futur Roi du Maroc. Dans son bureau, il rassemble trois militants reconnus du mouvement : Dgherni, Oussaden et Brahim Akhiyat. Nous sommes alors en 1996 et le Maroc est sur le point d'engager une réforme constitutionnelle. Ils décident d'envoyer une lettre au Cabinet royal demandant la reconnaissance institutionnelle de la langue amazighe. Le résultat sera décevant : l'Amazigh sera reconnu comme une langue nationale mais la primauté de l'arabe sera maintenue. Ce sera la seule concession de Hassan II à un mouvement qu'il n'appréciait guère. L'arrivée quasi concomitante de Bouteflika et du Roi Mohammed VI est annonciatrice d'espoir pour le mouvement. Au lendemain de l'intrônisation du jeune Roi, H. Aourid est nommé porte parole du Palais. Il pourra être la jonction du mouvement avec le Palais. Chargé du dossier amazigh, il planche avec son professeur Mohamed Chafiq sur le moyen adéquat de répondre aux revendications amazighes. Mais le Pouvoir tergiverse trop longuement pour les militants. Au mois de mars 2000, Aourid reçoit un coup de fil d'un vieux militant du mouvement, Mohamed Dghrani. Il souhaite le voir le plus tôt possible. Il lui remettra un document sous le sceau du secret qui surprendra le Palais : le manifeste amazigh. C'est un document explosif axé sur trois points : une revendication linguistique et culturelle, une justice sociale plus accrue, et une représentation des Berbères plus équitable au sein de l'Etat. Et enfin le dernier point qui fâche, la séparation de la religion et de l'Etat, une laïcité qui ne veut pas dire son nom. Aourid fait part au Roi de ce «manifeste» secret et rencontre le lendemain son ancien professeur Mohamed Chafiq. Ce dernier est l'initiateur du document et cherche à savoir si le porte-parole du Roi en a pris connaissance. Il répond par l'affirmative. Mohammed VI est déçu. Dans une logique de normalisation des rapports avec le mouvement, il ne comprend pas l'attitude d'un mouvement qui joue la carte de l'épreuve de force avec lui.

S'engage alors un premier bras de fer entre la monarchie et le mouvement. Le Roi veut au plus vite régler la situation et mande Aourid, Meziane Belfqih et son directeur de cabinet Rochdi Chraïbi pour écouter des personnalités représentatives de la mouvance. La présence de ce dernier est significative : très méfiant vis-à-vis du mouvement amazigh, il n'est pas un gage d'ouverture dans cette négociation. Chafiq ouvre les débats, répertoriant les conditions précaires dans lesquel se débat la culture amazighe. La réponse des envoyés du Roi est simple : Mohammed VI n'est pas comptable des agissements passés. Hamid Azzemouri, représentant le mouvement amazigh, listera tribu par tribu les conséquences néfastes de la politique de l'Etat. Tout cela sera écouté avec une certaine bienveillance. Mais c'est sur la question du statut de la langue que les divergences seront les plus profondes, Rochdi Chraïbi qualifiant l'amazigh de «dialecte».

AOURID ÉVINCÉ

De retour au palais, le Roi écoute une seule personne, Rochdi Chraïbi, et met de côté Hassan Aourid. Chargé du dossier amazigh depuis l'intronisation, sa mise à l'écart révèle une crispation entre le Palais et le mouvement. On le suspecte de connivence avec Chafiq... respecté pour son érudition par les militants qui n'hésitent pourtant pas à le qualifier de makhzénien. C'est l'actualité internationale qui se chargera d'accélérer le train des réformes. En avril 2001, un jeune militant kabyle, Massinissa Guermah, est assassiné par les forces de l'ordre algériennes. Les manifestations monstres qui s'en suivront tombent très mal. Le mouvement amazigh marocain doit tenir un congrès à Bouznika au mois de juin. Le Pouvoir décide de l'interdire. Les manifestations du 1er mai ont rendu lisibles les griefs du mouvement. Midaoui, à l'époque ministre de l'Intérieur, est avec les membres du gouvernement à Agadir. La sortie des Amazighs s'annonce comme une épreuve de force. Dans les cartons des congressistes, un projet de parti politique, une mouture pour une association à caractère politique et enfin un comité chargé de recevoir les recommandations des congressistes. Les militants devront trancher entre ces trois projets. Le ministre de l'Intérieur est prêt à utiliser la force. Il faudra de longues négociations avec certains membres de l'entourage royal pour que l'option virile soit •••

YO-YO Etat/Amazi

1er mai 1994
L'affrontement

AFP

7 militants de l'association Tileli sont emprisonnés à Goulmima. C'était lors de la fête du travail. Pour la première fois, des banderoles écrites en Tifinagh sont affichées. Condamné à ils seront graciés par le roi Hassan II suite à la pression de l'opinion internationale.

Avril 2001
La gifle

Deuxième rencontre du mouvement amazigh, ou Bouznika II. Interdit par les autorités

FOCUS Dar Al Makhzen en pays berbère

Quand Rabat fait le déplacement à Imilchil, cela ne saurait passer inaperçu. Encore moins quand Dar Al Makhzen fait l'effort de parler berbère. En cette soirée de fin d'été, toute la bourgade d'Imilchil s'est retrouvée sur la place principale. Pour la deuxième année consécutive, le centre Tarek Ibn Zyad y organise un festival de musique. Au premier rangs deux ministres, un conseiller royal et quelques ambassadeurs. Derrière... la foule où l'on rencontre plus de badauds que de mélomanes. Alors, pendant que Hassan Aourid monte sur la scène pour faire son discours d'ouverture, dans la foule, on continue à papoter, sans lui prêter grande attention.

AFP

Jusqu'à ce qu'un cri transperce la foule : «Tamazigh», hurle un spectateur. Parole magique qui a un effet immédiat : le porte-parole du Palais poursuit son discours en amazigh. L'effet est immédiat : une vague de joie traverse la foule, on se pousse des coudes, on sourit, les yeux rivés à la scène. L'effet hautement symbolique est à méditer. Car dans cette bourgade la plus enclavée du Royaume, ce dont on a besoin avant tout, c'est de reconnaissance. ■

g hs, je t'aime, moi non plus

AFP

marocaines, ce rassemblement de tous les militants amazighs sera le prélude à une intégration inachevée de la mouvance berbérophone aux structures mises en place par la monarchie, comme l'IRCAM. Le mouvement amazigh est alors morcelé, mais certaines de ses revendications sont partiellement réalisées (adoption du tifinagh, enseignement de la langue amazighe, etc.)

AFP

Juillet 2001
La notabilisation

L'Institut royal pour la culture amazighe (IRCAM) est mis en place par le Roi. Il compte parmi ses membres la majorité des militants du mouvement amazigh. Selon les plus contestataires, cette structure à caractère consultatif a pour objectif la cooptation de l'élite berbérophone. Aujourd'hui, l'IRCAM fait face à une crise qu'expriment ouvertement certains de ses membres, non satisfaits de ces résultats.

Juin 2004
La radicalisation

Le mouvement amazigh qui a refusé l'intégration aux structures mises en place par la monarchie élabore un projet de réforme constitutionnelle à caractère culturel. Ce dernier propose la constitutionnalisation de la langue berbère, de la laïcité, d'une régionalisation effective, etc. Ce mouvement amazigh entend militer dans le cadre d'une association à caractère politique, mais attend toujours le récépissé des autorités.■

AFP

••• rejetée. Midaoui envoie le gouverneur Ouassou chez Mohamed Chafiq pour entamer des pourparlers. A Bouznika, les militants qui affluent de toutes les régions du Maroc sont renvoyés à leurs pénates. Les forces de l'ordre simulent un accident de la circulation sur l'autoroute pour bloquer les voies. Les militants qui arrivent à passer entre les mailles du filet sont désemparés. Mohamed Chafiq les convie alors dans sa maison pour contrer les forces de l'ordre. Ce qui apparaît alors comme un repli stratégique est en fait un geste parfaitement calculé. Le matin même, Midaoui, Aourid et Rochdi Chraïbi s'étaient réunis dans la villa de Mohamed Chafiq et avaient dessiné les contours de l'évolution du mouvement et en filigrane la création de l'Institut amazigh. Une carotte pour faire taire des militants qui pensaient que les rapports de force étaient en leur faveur. Toutes les tentatives ultérieures pour sortir des cartons un projet de parti politique s'avèreront vaines. Il faudra attendre l'année 2004 pour qu'une association à caractère politique soit fondée (elle attend d'ailleurs encore son récépissé). En juillet 2001, le Roi annoncera en grande pompe la création de l'Institut amazigh. La grande majorité des architectes du manifeste amazigh en fera partie. Paralysé par la bureaucratie et par l'indifference du gouvernement, l'IRCAM cristallise à lui seul les frustrations des militants.

AFP

Le mouvement amazigh souhaite adopter la même stratégie que le mouvement féministe pour faire évoluer ses revendications.

UNE RADICALISATION ATTENDUE

Une certaine grogne règne même parmi certains membres de l'IRCAM. C'est dans ce contexte d'immobilisme que six militants ont décidé de franchir un cap. Mohamed Aterguine, Mohamed Arrehal, Benasser Hammou Azday, Ahmed Arehmouch, Rachid Raha et le vétéran Ahmed Dgharni planchent sur une «*charte des revendications amazighes à propos de la révision du texte constitutionnel*» dès la fin de l'année 2003. La synthèse de leur travail va trancher avec l'atonie du champ politique marocain. Ils demandent ni plus ni moins la constitutionnalisation de l'amazighité et du principe de laïcité, la consécration de l'égalité linguistique, des coutumes amazighes et la suprématie du traité international par rapport à la loi nationale et la régionalisation par une transition de l'Etat marocain «unitaire et centralisé» vers un Etat des régions. Les constituants d'un Etat moderne qu'ils ont décidé de porter sur la place publique au mois de juin dernier.

Quelques semaines auparavant, dans une intervention à l'occasion de la deuxième session du conseil d'administration de l'Union des Ecrivains du Maroc (UEM), le 10 avril 2004 à Béni Mellal, Hassan Aourid affirmera que l'impératif de l'unité exige que le pays soit doté d'une seule langue, l'arabe, et ce dans un cadre général défini par la loi suprême du pays. Une déclaration qui sonnera comme un divorce entre une mouvance qui se radicalise et un Palais qui pensait taire la contestation par la cooptation. L'echec de l'IRCAM est le reflet de la faillite de cette stratégie. Les refuzniks, quant à eux, avec ce projet de révision constitutionnelle, ont entamé une lutte dont un certain nombre de revendications peuvent être entendues par le régime, notamment la constitutionnalisation de la région. Il restera cependant un point qui paraît difficile à résoudre, même à long terme: la question de la laïcité. Sans l'appui d'autres mouvements dans la société marocaine, elle restera une revendication ethnique sans lendemain.■

DR

Les membres de l'Institut royal pour la culture amazighe lors de leur nomination par le Roi Mohammed VI.

IRCAM, un projet mort-né ?

A l'intérieur ou à l'extérieur de l'institut, les critiques sont quasi-unanimes.

Que se passe-t-il au sein de l'Institut royal pour la culture amazighe (IRCAM), cette sorte d'académie dont la dimension politique ne peut être occultée ? Trois ans après sa mise en place par le Roi Mohammed VI, l'IRCAM est aujourd'hui une structure contestée, aussi bien par ceux qui l'avaient toujours critiquée que par certains de ses membres actifs.

UN CADEAU POUR CALMER LA FRONDE

L'installation de cet Institut est intervenue au lendemain de l'interdiction par les autorités marocaines du deuxième congrès du mouvement amazigh à Bouznika, ce qui avait abouti au morcellement de ce dernier.

L'IRCAM était alors considéré par les contestataires comme le résultat d'une stratégie de cooptation, menée essentiellement par Hassan Aourid et Mohamed Chafik. Objectif : dépolitiser le mouvement amazigh et l'«expurger» de ses composantes les plus contestataires. Le principal reproche fait à l'IRCAM est qu'il s'agit d'une institution consultative, et que le processus de décision se situe au niveau du Palais.

LE CHOIX DU TIFINAGH

Après avoir «proposé» le tifinagh (accepté par le Roi) et mis en place dans les manuels scolaires pour l'enseignement de la langue berbère, l'IRCAM fait face aujourd'hui à une crise que même certains de ses membres n'osent plus renier. «*La majorité des membres sont atterrés par le comportement du gouvernement à l'égard de l'IRCAM. Nous avons mis en place un guide pédagogique. Les responsables du ministère de l'Education nous ont promis qu'il sera distribué gratuitement. Aujourd'hui, il n'a même pas encore été imprimé*», affirme un membre de l'Institut royal. Pour Mohamed Assid, également membre de l'IRCAM, «*l'USFP et l'Istiqlal sont les formations les plus fortes au sein du gouvernement. Force est de constater qu'à l'instar de tout le gouvernement, ces deux partis n'ont jamais pris au sérieux notre travail*». «*Et ce en dépit de l'intérêt que lui porte le Roi*», conclut M. Assid. ■

PORTRAIT L'énigme Chafik

KS

Même ses adversaires le reconnaissent sans la moindre gêne : Mohamed Chafik a marqué le mouvement amazigh au Maroc. Et la crédibilité dont il jouit auprès des composantes berbères est incontestable. Mohamed Chafik est d'abord un académicien. Il est l'auteur du grand dictionnaire arabe-amazigh (trois volumes) et d'une foultitude de travaux sur l'amazighité. Mais il est aussi l'homme du Palais, où il fut pendant longtemps directeur du Collège royal. Ses «disciples», dont le Roi Mohammed VI et ceux qui sont aujourd'hui au cœur du système de décision au Maroc, l'appellent «notre maître». Aujourd'hui, Mohamed Chafik jouit d'une confiance et d'un poids certains dans le sérail. Il est l'intermédiaire entre ce dernier et le mouvement amazigh. Pour ses adversaires, Mohamed Chafik serait derrière le morcellement du mouvement. En participant activement à l'intégration de ce dernier dans le cadre d'une structure comme l'IRCAM, qui n'est en fait qu'une autorité consultative, Mohamed Chafik aurait notabilisé les militants amazighs. En mars 2001, il rédige le «Manifeste amazigh», véritable projet de société qui amorce une véritable dynamique de revendication berbère. Le manifeste parviendra rapidement aux mains de Hassan Aourid, ce qui va accélérer la prise en main du dossier par le Palais. ■

DR

ENTRETIEN MOHA OUHASSAIN,

■ signataire du texte de révision constitutionnelle

«On ne peut compter que sur nous-même»

■ La réforme constitutionnelle est-elle une urgence pour le mouvement amazigh ?

La réforme constitutionnelle n'est pas seulement une urgence, mais plutôt une nécessité, toutes les revendications amazighes n'ont de sens que si l'amazighité est constitutionnalisée et officialisée. Comment demander à l'exécutif de faire quelque choses alors que la Constitution stipule autre chose ?

■ Bouznika 2 (NDLR, une rencontre du mouvement interdite par l'Etat en 2001) signe-t-elle la fin du mouvement amazigh ?

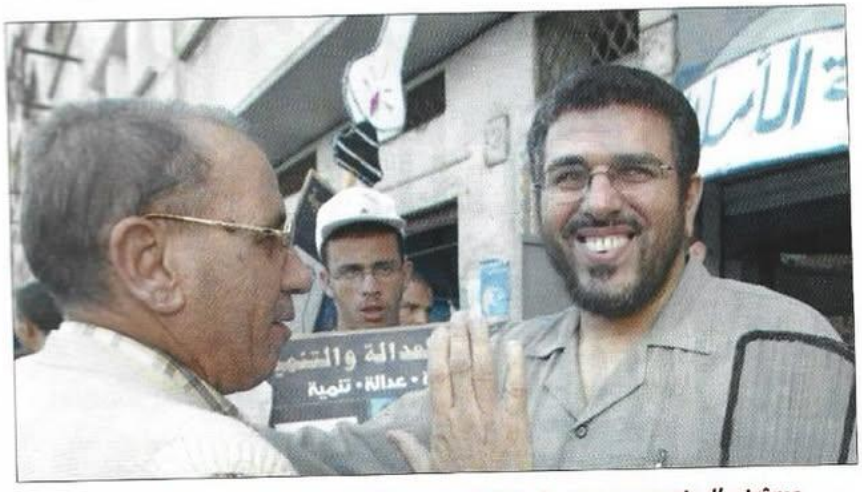
Cet événement a été bénéfique pour le mouvement car il a permis aux militants de trier et de faire un choix entre deux tendances qui se sont matérialisées lors de cette phase, les pro-makhzaniens, en quête d'une place dans le cercle des protégés, et les militants purs et durs. Cette épreuve a permis aussi de bien connaître les parachutés dans le mouvement et les chasseurs de postes. Plusieurs «militants» qui s'opposaient catégoriquement au manifeste amazigh constituent la majorité des recrues de " l'Institut Royal pour la Culture Amazighe ", seul résultat palpable offert par l'Etat en réponse à ce texte.

■ Quels sont les appuis possibles du mouvement pour faire triompher ses revendications?

Un proverbe amazigh disait : «Ur da ikmes i umejjoud xes askar ness» (rien ne peut aider le chauve à gratter que ses propres ongles). Déjà, le mouvement ne peut compter que sur le travail de ses militants au sein de la société civile. Le seul appui du mouvement réside dans sa capacité de mobilisation et de négociation pour amener l'Etat à satisfaire ses revendications. Par ailleurs, le mouvement doit continuer à travailler sur la scène internationale via le Congrès Mondial Amazigh et les associations dans les instances de la communauté internationale pour mettre la pression sur l'Etat marocain afin qu'il réponde aux exigences du mouvement. ■

Réformer la constitution, acte 3

La constitutionnalisation de la langue amazighe, la consécration du principe de laïcité, la consécration des coutumes amazighes, l'évolution du «Maroc centralisé» vers un «Maroc des régions», la constitutionnalisation de la région ... Telles sont les principales revendications du mouvement amazigh qui a refusé de s'intégrer aux structures mises en place par la monarchie. Pour les responsables de cette mouvance, il s'agit au préalable de constitutionnaliser la culture amazighe de faire en sorte, comme le précise le document revendicatif, que le texte constitutionnel soit enrichi «*par une référence solennelle aux droits de l'Homme en reconnaissant les droits des peuples aux côtés des droits des individus*».



KS

Les Amazighs s'écartent de la typologie revendicative des mouvements d'extrême gauche et du courant Ramid au sein du PJD.

L'ARTICLE 19 ENCORE ET TOUJOURS

Des questions institutionnelles et politiques, notamment tout ce qui a trait à la question de séparation des pouvoirs, il n'en est rien. De ce fait, ils s'écartent de la typologie revendicative des mouvements d'extrême gauche et du courant Ramid au sein du PJD. Pour ceux-ci, un aménagement de fond des rapports institutionnels, de manière à ce que le Roi règne mais ne gouverne point, est le moyen le plus adéquat pour la démocratisation du régime politique. L'article 19 est perçu comme l'instrument juridique qui légitime une forte concentration des pouvoirs entre les mains du Roi. Mais pour les militants amazighs, il est surtout évalué sous une optique culturelle conditionnée par la diversité. «L'article 19 vide les notions de "représentation", de "Oumma ou nation" ... de toute leur essence moderniste, et les présente sous une forme unanimiste qui exclut l'amazighité...», peut-on lire dans le document précité. Par ailleurs, celui-ci met l'accent sur le principe de laïcité et le considère comme un élément clé du projet berbère. «*La laïcité est profondément liée à la culture amazighe. Ce n'est pas un concept importé d'Europe. Dans la tribu berbère, la séparation tranchée entre l'Amghar (l'autorité politique) et le fqih (l'autorité religieuse) est fortement enracinée dans le comportement sociopolitique amazigh*», souligne un universitaire, militant du mouvement. Enfin, la régionalisation est un projet «berbère» dont la constitutionnalisation est également revendiquée par la mouvance amazihge. Et à ce niveau aussi, la régionalisation a une dimension culturelle et non territoriale, comme le souligne l'actuelle charte fondamentale. En somme, les militants amazighs préfèrent procéder par étapes : le culturel d'abord, le politique suivra. ■